



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Accord-cadre de travaux

Maîtrise d'ouvrage

Ministère des Armées

Conducteur d'opération

SID Atlantique

Objet de l'accord-cadre

Consultation n°7892

Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient



TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1. Objet et localisation des prestations.....	5
1.2. Intervenants à l'accord-cadre	5
1.3. Caractéristiques de l'accord-cadre	6
1.4. Décomposition du marché	7
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES	8
2.1. Pièces particulières :	8
2.2. Pièces générales	8
2.3. Mémoire technique	8
2.4. Conformité des documents contractuels :	8
ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION	10
3.1. Forme de communication	10
3.2. Modalités de passation des commandes	11
ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	13
4.1. Avance	13
4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des prestations.....	14
4.3. Variation des prix	15
4.4. Application de la TVA	16
4.5. Paiement et règlement des comptes	17
ARTICLE 5. DELAIS.....	21
5.1. Délais d'exécution des bons de commande	21
5.2. Prolongations des délais d'exécution des bons de commande	21
5.3. Délai de remise des documents à fournir après exécution	22
ARTICLE 6. REALISATION DES OUVRAGES	23
6.1. Obligations du titulaire	23
6.2. Implantation des ouvrages	25
6.3. Préparation, exécution et coordination des travaux	25
ARTICLE 7. RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES	29
7.1. Réception des bons de commande	29
7.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux	29
7.3. Mise à disposition temporaire.....	29
7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	29
7.5. Garantie de parfait achèvement	29
7.6. Mesures conservatoires	30
7.7. Assurances	30
7.8. Responsabilité	31
ARTICLE 8. PENALITES ET RETENUES	32
8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	32



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

8.2. Autres pénalités	32
8.3. Cumul et plafonnement	34
ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE	35
9.1. Protection des documents « diffusion restreinte »	35
9.2. Protection du secret.....	35
9.3. Protection de l'activité en zones militaires.....	35
9.4. Protection des données à caractère personnel.....	37
ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	38
ARTICLE 11. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	39
11.1. Insertion par l'activité économique	39
11.2. Clauses environnementales	42
ARTICLE 12. REGLEMENTATION ET NORMES.....	44
ARTICLE 13. COORDINATION DES ACTIVITES DU SITE.....	45
ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE	45
ARTICLE 15. DIFFERENDS ET LITIGES	46
15.1 Décompte général refusé avec ou sans réserves	46
15.2 Mémoire en réclamation	46
15.3 Droit applicable	47
15.4 Mission ministérielle PME/PMI	47
ARTICLE 16. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « APROVALL 360 »	48
15.5 Présentation du dispositif « APROVALL 360 »	48
15.6 Document à produire	48
ARTICLE 17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	49
ARTICLE 18. DEROGATIONS AUX CCAG TRAVAUX	50



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Annexes

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe
1	Modèle type formulaire DC4 Rang 1
2	Modèle type formulaire DC4 Rang 2
3	Modèle de bon de commande
4	Règlement d'emprise BNB
5	Guide de démarrage SUBCLIC pour déclarer un sous-traitant
6	Gestion des déchets
7	SOGED



ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet et localisation des prestations

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande concernant le démantèlement, l'élimination ou la revalorisation de ras et coffres métalliques et ras en béton.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Intervenants à l'accord-cadre

1.2.1. Représentation du maître d'ouvrage

Le directeur du SID Atlantique a désigné, par la décision n°511551 du 10 juillet 2023 le directeur des opérations du SID Atlantique, comme personne physique recevant toute délégation pour la passation et l'exécution du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, il désignera, dès la notification de l'accord-cadre, les personnes physiques habilitées à représenter le maître d'ouvrage et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2. Conducteur d'opération

La fonction de conducteur d'opération est assurée par le chef du bureau CO de la sous-direction MPI de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Brest, représenté par un ingénieur bureau ouvrages maritime de la sous-direction MPI, désigné sous le terme de RCO.

1.2.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la sous-direction Maritime, Portuaire et Industrielle (MPI) du SID Atlantique.

La sous-direction assurera le suivi des prestations et sera le contact privilégié du titulaire.

Ses missions consistent essentiellement à:

- Assurer le suivi des prestations objet de l'accord-cadre,
- Contrôler la qualité d'exécution des prestations,
- Mener les différentes réunions de suivi de contrat,
- Assurer le suivi du contrat financier et le paiement du titulaire,
- Rédiger et notifier les bons de commandes....

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre ne tiendra pas de registre de chantier.

1.2.4. Contrôle technique

L'exécution de l'accord-cadre n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.



1.2.5. Coordination SPS

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un SPS.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera assurée par le service de prévention de la base navale et les autres services de préventions des autres unités implantées sur le site.

1.2.6. Coordination SSI

La nature des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendies.

1.2.7. Autres intervenants

Les autres intervenants pouvant intervenir sur le périmètre géographique et technique du présent accord-cadre seront les suivants :

- L'inspection du Travail des Armées – Antenne de Brest.
- Le Service du Soutien de la Flotte
- La Base Navale de Brest

1.3. Caractéristiques de l'accord-cadre

1.3.1. Généralités

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande **sans montant minimum et un montant maximum tel que défini dans l'acte d'engagement sur la durée totale de l'accord-cadre** au sens des [articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique](#).

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par le maître d'ouvrage.

Les commandes sont émises au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix établis conformément aux stipulations de l'[article 4 du présent CCAP](#).

Les informations relatives aux modalités d'émission et d'exécution des bons de commande figurent à l'[article 3](#) **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP.

1.3.2. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre, pendant laquelle pourront être passés des bons de commande, est définie dans l'acte d'engagement.

L'accord-cadre n'est pas renouvelable.

Le maître d'ouvrage, ou son représentant, peut faire part de sa décision de dénoncer l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

La personne habilitée à représenter le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme de l'accord-cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de l'accord cadre. La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder six (6) mois par rapport à la date de fin de l'accord-cadre.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

1.4. Décomposition du marché

1.4.1. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

1.4.2. Tranches Optionnelles

Le marché n'est pas divisé en Tranches Optionnelles.

PROJET



ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'[article 4.1 du CCAG Travaux](#), l'accord-cadre est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante.

2.1. Pièces particulières :

1. L'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

2.2. Pièces générales

4. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de Travaux** approuvé par [arrêté du 30 mars 2021](#).
5. Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil lors de la notification du marché.
6. Les documents techniques unifiés dont la liste est publiée dans les e-Cahiers du CSTB, en vigueur à la date de notification du marché.
7. Les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le **CCTP** et ses annexes ;
8. [L'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.3. Mémoire technique

Par dérogation à l'[article 4.1 du CCAG Travaux](#), l'offre technique du titulaire ne sera pas contractualisée. Cependant le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie de l'offre technique.

2.4. Conformité des documents contractuels :

L'exemplaire original des pièces susvisées, dont les exemplaires originaux sont conservés dans les archives du maître d'ouvrage, fait seul foi.

Tous les documents faisant partie de l'accord-cadre sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au maître d'ouvrage dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art (voir également les dispositions de l'[article 6.1 du présent CCAP](#)).

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et l'accord-cadre, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement le maître d'ouvrage de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

PROJET



ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION

3.1. Forme de communication

3.1.1. Généralités

En complément de [l'article 3.1 du CCAG Travaux](#), les communications d'informations sont faites dans les conditions suivantes :

La notification au titulaire des décisions ou informations du SID Atlantique qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception, adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au maître d'ouvrage l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu ;
- Soit par échanges dématérialisés, le titulaire renvoie immédiatement un courriel attestant la bonne réception de la décision ou de l'information, avec en pièce jointe la/les document(s) qu'il a reçu.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

Le maître d'ouvrage communique avec le titulaire par le biais :

- D'ordres de service transmettant des décisions ou des informations ;
- De bons de commande.

Les bons de commande et les ordres de service sont notifiés dans les conditions des [articles 3.7 et 3.8 du CCAG Travaux](#).

Le titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

Avant le démarrage de l'accord-cadre, le titulaire transmet au représentant du maître d'ouvrage les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service et les bons de commande lui sont adressées (adresse fonctionnelle, du chargé d'affaires...).

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.1.2. Ordres de service

Par dérogation à [l'article 3.8 du CCAG Travaux](#), les ordres de service doivent être écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire.



Conformément à l'[article 3.8.1 du CCAG Travaux](#), à l'exception des décisions en terme de délais d'exécution, de durée et de montant des travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire.

Conformément à l'[article 3.8.2 du CCAG Travaux](#), dans le cas où le titulaire souhaite émettre des observations sur un ordre de service, ce dernier devra les notifier dans un délai de quinze (15) jours au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Le mandataire ou le titulaire est seul qualifié pour présenter des observations. Les éventuels cotraitants ou sous-traitants ne peuvent présenter d'observations.

3.1.3. Bons de commande (modèle en [annexe n°3](#))

Les travaux font l'objet de bons de commande ([annexe 3](#)).

Ces derniers sont :

- soit rédigés par le représentant de l'Acheteur selon l'exemple joint en [annexe 3](#) du présent CCAP puis notifiés au titulaire selon les dispositions de l'[article 3.1.1](#) ci-dessus
- soit rédigés par le représentant de l'acheteur au moyen de Chorus formulaire (bon de commande chorus) puis notifiés au titulaire via un mail généré et transmis automatiquement par le portail Chorus Formulaire

Conformément à l'[article 3.7.2 du CCAG Travaux](#), si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les signaler par écrit au maître d'ouvrage ou à son représentant dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de notification.

En l'absence d'observations, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des observations est reconnu par le représentant du maître d'ouvrage, un nouveau bon de commande se substituant au précédent est notifié au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter le bon de commande, en application de l'[article 3.7.3 du CCAG Travaux](#).

La date de réception du bon de commande vaut date de notification.

3.2. Modalités de passation des commandes

Les dispositions de l'[article 3.7 du CCAG Travaux](#) s'appliquent aux bons de commandes passés au titre du présent accord-cadre.

Les prestations doivent être exécutées conformément aux stipulations du [Cahier des Clauses Techniques Particulières](#), et du présent [Cahier des Clauses Administratives Particulières](#).

3.2.1. Etablissement et notification des bons de commande

Les bons de commande sont :

- soit rédigés et signés par le représentant de l'Acheteur selon le modèle joint en [annexe 3 du présent CCAP](#) puis notifiés au titulaire selon les dispositions de l'[article 3.1.1](#) ci-dessus
- soit rédigés par le représentant de l'acheteur au moyen de Chorus formulaire (bon de commande chorus) puis notifiés au titulaire via un mail généré et transmis automatiquement par le portail Chorus Formulaire.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Les prestations faisant l'objet d'un bon de commande spécifique, sont établies à partir du devis remis par le titulaire et/ou du détail estimatif établi par l'administration.

Le bon de commande spécifie notamment :

- L'intitulé et le lieu d'exécution de l'opération dans laquelle s'insère la commande,
- L'objet et la description sommaire de la prestation,
- Le détail du prix des travaux objet de la commande, établi à partir :
 - Des prix de l'EPF/BPU, et indiquant en clair et sans modification le n° des prix et la désignation des ouvrages, les quantités prévues, les prix unitaires et les dépenses qui en résultent ;
 - Des prix provisoires/définitifs/nouveaux selon la méthode indiquée à l'article 3.2.2 du présent CCAP ;
- Le montant révisé (à partir du coefficient de révision établi suivant la formule de variation des prix) hors TVA et TTC de la main d'œuvre éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par la personne responsable de l'accord-cadre,
- Le montant total des travaux hors TVA et TTC,
- La date de début, le délai d'exécution sur lequel le titulaire s'engage, les dates extrêmes possibles pour le début des travaux et le nombre de jours d'intempéries réputé prévisible
- L'identité du maître d'ouvrage,
- L'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné dans le présent CCAP,
- La date de l'inspection préalable éventuelle,
- Les ouvrages ou parties d'équipements donnant lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci,
- Le mode de règlement de la commande,

Le délai d'exécution validé et inscrit sur la commande, vaudra engagement de la part du titulaire. Tout dépassement du délai, donnera lieu à des pénalités de retard, selon les conditions définies à l'[article 8.1 du présent CCAP](#).

3.2.2. Prix provisoires/définitifs/nouveaux

Les dispositions de l'[article 13 du CCAG travaux](#) sont applicables.

Le montant des prestations, faisant l'objet de prix définitifs, ne peut être supérieur à 15% du montant maximal de l'accord cadre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à une proposition de prix. Dans ce cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.



ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Avance

4.1.1. Avance au titulaire

Une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à **50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution de du bon de commande est supérieur à **deux (2) mois**.

Cette avance n'est due au titulaire de l'accord-cadre que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Conformément au CCAG et en application de l'article R.2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial TTC du bon de commande diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct ou, le cas échéant, de la tranche affermie diminuée de ce même montant si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois. Si ce délai est supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale à **30%** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

4.1.2. Avance au sous-traitant

Les sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que le titulaire remplit les conditions de l'article 4.1.1 ci-avant énoncées. Cette avance ne peut pas excéder **30%** du montant des prestations sous-traitées.

Il est rappelé que le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que les sous-traitants en obtiennent le versement.

4.1.3. Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de trente (30) jours comptés à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de [des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique](#).

Le remboursement débute à la première demande de paiement du bon de commande et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant du bon de commande TTC.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis au bon de commande.



4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des prestations

4.2.1. Forme et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA (HT) et en euros (€).

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre et sont réglées à prix forfaitaires et unitaires. Le détail des prix figure en annexe de l'Acte d'Engagement. Leurs contenus et le mode d'application des prix sont définis dans l'EPF/BPU (Annexe 2 de l'AE) et dans le CCTP.

Les prix forfaitaires et unitaires dans l'EPF/BPU, comprennent l'ensemble des travaux à réaliser au titre du présent accord cadre. Ces prix feront l'objet de bons de commande.

Les prix remis par l'entrepreneur sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des prestations demandées au titre du présent accord-cadre et ce, conformément aux normes et réglementations en vigueur, aux règles de l'art et aux pièces de l'accord-cadre.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments de l'accord-cadre. Les prix de l'EPF/BPU comprennent tous les accessoires qui auraient pu être omis ou décrits de manière jugée incomplète. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une omission ou d'imprécision dans la description des prestations afin de réclamer un supplément quelconque pour leur réalisation.

Les prix sont établis, sans préjudice de l'[article 9.1 du CCAG Travaux](#), pour les prix du titulaire comme pour ceux de ses sous-traitants :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces de l'accord-cadre ;
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - A l'encadrement ;
 - A la main d'œuvre ;
 - Aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc. ;
 - Aux études d'exécution pour les travaux à réaliser tel que défini dans le CCTP
 - Au déplacement du personnel ;
 - A l'assurance ;
 - Aux frais liés à la sous-traitance (études, préparation, recherche d'entreprise, coordination, suivi de chantier, démarches administratives...).
 - Aux matériels, outillages, véhicules, engins, moyens de levage et manutentions, nécessaires à la bonne exécution de toutes les prestations ;
 - Aux fournitures, transport et mise en œuvre des matériaux ;
 - Aux fournitures et matières consommables nécessaires à la bonne réalisation et à l'achèvement des prestations ;
 - Aux locations de matériels et engins nécessaires à l'exécution des travaux sauf stipulation particulière ;
 - Aux contraintes inhérentes à l'environnement de chantier ;



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

- Aux exigences du site ainsi que du maintien de l'activité opérationnelle qui peuvent entraîner la réalisation discontinue des travaux ;
- A l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières jointes en **annexe n°4** et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés ;

4.2.2. Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

4.2.2.1. Pour l'installation sur site

Une zone de base vie incluant une zone de préparation pourra être mise à disposition sous réserve d'une demande préalable avec un préavis minimum de 2 mois. La surface demandée devra être réduite au strict minimum et pour une durée optimisée.

Le titulaire s'engage, à l'issue des travaux, à la restitution des lieux et à leur remise en état aux conditions d'origine.

4.2.2.2. Pour les énergies

Le titulaire prendra contact avec les responsables de site afin de se mettre en conformité avec les règles en usage.

Le titulaire pourra, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage et uniquement s'ils sont disponibles sur la zone définie pour les travaux, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître d'ouvrage :

- Électricité ;
- Eau potable ou industrielle ;
- Eaux usées.

Les frais de consommation d'eau et d'électricité seront, hors frais de branchement et de mise en place d'un comptage, à la charge du maître d'ouvrage. Les démarches et demandes d'autorisation de raccordement sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

Des facilités spécifiques pourront être accordées par le maître d'ouvrage le cas échéant. **Elles seront alors précisées dans chaque bon de commande.**

4.3. Variation des prix

4.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'[article 9.4.2 du CCAG Travaux](#), les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué en page de garde de l'Acte d'Engagement.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

4.3.2. Mode de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG travaux, les prix du marché sont révisables annuellement dans les conditions du 4.3.3 ci-dessous.

Les prix seront révisés en application de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique.

4.3.3. Modalités de calcul de variation des prix

4.3.3.1. Choix de l'index de référence

Les index de références choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre sont ceux visés dans le tableau ci-après :

Index	Libellé
ING	Ingénierie
ICHT-H	Indices du coût horaire du travail révisé - Transports et entreposage

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux Publics ou sur le site du ministère de l'Economie et des Finances à l'adresse suivante : www.insee.fr

4.3.3.2. Formule de variation des prix

La révision des prix de l'état des prix forfaitaires et du bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre est effectuée annuellement à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application de la formule :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875(0,80*(ICHT-H_n/ICHT-H_o) + 0,20*(ING_n/ING_o))]$$

P est le prix révisé

P₀ est le prix initial inscrit à l'accord-cadre

n est la valeur du dernier index de référence de l'accord-cadre, pris au mois n de la révision moins trois (3) mois

o est la valeur de l'index de référence de l'accord-cadre, à la date d'établissement des prix (mois zéro).

4.3.4. Régime de variation des pénalités

Les pénalités ne sont pas révisées.

4.3.5. Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.4. Application de la TVA



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

La TVA figurant à l'Acte d'Engagement est citée à titre indicatif. Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

4.5. Paiement et règlement des comptes

4.5.1. Généralités

Aucun paiement n'est dû au titre de l'accord-cadre. Seule l'émission d'un bon de commande ouvre droit à une demande de paiement.

4.5.2. Dématérialisation des demandes de paiement

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, le titulaire doit déposer gratuitement ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

AVERTISSEMENT : Avant premier dépôt d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable du SID Atlantique :

Courriel : sid-atlantique-sd-ac-liquid-facture.contact.fct@intradef.gouv.fr

N° de téléphone : 02.98.14.83.34 - 02.98.14.89.84 - 02.98.14.80.72

Les modalités pratiques de dépôt des projets de décompte dans CHORUS PRO sont précisées dans la « Fiche d'Identité du Marché », remise à la notification de l'accord-cadre.

4.5.3. Demandes de paiement

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Travaux.

Les demandes de paiement, établies conformément au modèle notifié par ordre de service après notification du présent accord-cadre, interviennent selon les modalités prévues à l'article 4.5.2 du présent CCAP.

Elles indiquent le montant des travaux à payer, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le bon de commande. Il ne tient pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, par dérogation à l'article 13.2 du CCAG Travaux, par le maître d'ouvrage.

4.5.4. Etablissement des états d'acompte

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage établit et adresse directement au titulaire l'état d'acompte.

4.5.5. Demande de paiement final du bon de commande

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le maître d'ouvrage ou après levée des réserves si la réception en était assortie.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Le projet de décompte final est validé électroniquement par le maître d'ouvrage via l'application OSEA et devient alors le décompte général. La validation du projet de décompte général peut être effectuée de manière électronique.

Par dérogation à l'[article 12.4.2 du CCAG Travaux](#), le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trois (3) mois maximum après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Par dérogation à l'[article 12.4.4 du CCAG Travaux](#), seul le décompte général notifié par le maître d'ouvrage peut devenir le décompte général et définitif du bon de commande.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'[article 55.1 du CCAG Travaux](#).

4.5.6. Décompte général de l'accord-cadre

Par dérogation à l'[article 12.4 du CCAG Travaux](#), l'accord-cadre ne donnera pas lieu à établissement d'un décompte général.

4.5.7. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours ([article R.2392-10 du Code de la Commande Publique](#)).

La date de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage ou la date d'achèvement de l'exécution des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure.

4.5.8. Suspension du délai global de paiement :

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître d'ouvrage défini à l'[article 1.2.1 du présent CCAP](#) peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque commande. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par commande.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le maître d'ouvrage défini à l'[article 1.2.1 du présent CCAP](#) un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est inférieur à trente (30) jours



4.5.9. Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

4.5.10. Paiement des groupements et des sous-traitants

4.5.10.1. Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement, relatives au financement de l'accord-cadre.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjoint) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaire) acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

4.5.10.2. Désignation du sous-traitant en cours d'accord-cadre

Le titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux [articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique](#).

Pour déclarer un sous-traitant en cours de marché, il faut, dans un premier temps, soumettre au maître d'ouvrage la liste des sociétés pressenties ainsi que le périmètre des prestations envisagées d'être sous-traitées.

Après analyse et acceptation de cette liste par le maître d'ouvrage, le titulaire transmet les DC4-rang 1, dont le modèle est fourni en [annexe 1 du CCAP](#), complétés, en vue de les faire accepter et d'agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants **l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'[article B1](#) de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active **pendant toute la durée du contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est disponible en [annexe 2 au présent CCAP](#).

Le titulaire renseigne notamment la partie H du formulaire DC4. Le non-respect d'une de ces exigences de sécurité entraîne le rejet, par le maître d'ouvrage, de la demande de sous-traitance et l'application des pénalités prévues à l'[article 8.2.4 du CCAP](#). Ces exigences s'appliquent quel que soit le niveau de sous-traitance (directe, indirecte).

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par le maître d'ouvrage.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire et dont la copie est impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1.

4.5.10.3. Sous-traitance indirecte



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

En application des [articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux](#), et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire veille à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4-rang2 joint en [annexe n°2](#) au présent CCAP. Ce document est ensuite transmis au titulaire, lequel le transmet à son tour au maître d'ouvrage. Le titulaire veille contractuellement au respect de ce formalisme par son sous-traitant. Le même formalisme est systématiquement respecté **quel que soit le rang de sous-traitance envisagé**.

Les éventuels sous-traitants de second rang et de rang ultérieur ne peuvent se prévaloir du paiement direct

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le sous-traitant de rang1. **A la remise du DC4, la copie de la caution bancaire devra être impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1 sous peine de rejet de la demande de sous-traitance.**

4.5.10.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu [au 10.8 du CCAG Travaux](#), le titulaire joint en **simple exemplaire** à la demande de paiement, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en simple exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Si le titulaire qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation

4.5.11. **Retenue de garantie**

Il n'est pas constitué de retenue de garantie.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 5. DELAIS

5.1. Délais d'exécution des bons de commande

5.1.1. Généralités

La date de début et les délais d'exécution sont précisés dans le bon de commande.

A défaut de précision dans le bon de commande, en application de l'article 3.2.1 du CCAG Travaux, le délai d'exécution court à compter du lendemain du jour de sa notification.

5.1.2. En cas de visite préalable de prévention

Lorsque les travaux font l'objet d'une commande soumise à une visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité prévue par l'arrêté du 19 mai 2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, la date de départ du délai d'exécution de la commande ne pourra être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

5.2. Prolongations des délais d'exécution des bons de commande

5.2.1. En cas d'intempéries

En application de l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG Travaux sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène naturel	Intensité et durée limite
Neige	A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h
Gel	Température sous abri : - 5°C à 08h00
Vent	80km/h en rafales
Pluie	10mm en 24 heures

***Nota** : Si la nature des travaux du bon de commande est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact **direct** des intempéries **ou** qu'ils ne sont pas **susceptibles d'être interrompus** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo de Guipavas (29)**.

Par ailleurs, en application de l'article 18.2.3 1er al du CCAG Travaux, le nombre de journée d'intempérie prévisible est d'un (1) jour/mois.

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.



Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

5.2.2. En cas d'arrêt de chantier

Sans objet.

5.3. Délai de remise des documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE/DEM au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et au plus tard le jour où la réception est demandée.

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière en dehors de celles prévues dans le CCTP.

Tous les éléments de DOE / DEM sont soumis au contrôle du représentant du maître d'ouvrage, qui dispose d'un délai total de deux (2) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'ouvrage dispose d'un (1) mois à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.



ARTICLE 6. REALISATION DES OUVRAGES

6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. Titulaire

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre (établissement de devis, envoi des ordres de services, exécution des commandes, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir en cas d'absence). Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au maître d'ouvrage, et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Il est l'interlocuteur référent unique du maître d'ouvrage pour tous les sujets administratifs, financiers, techniques et organisationnels. Lorsque le représentant du titulaire n'est plus en mesure d'accomplir les prestations de l'accord-cadre, le titulaire doit en aviser, sans délai, le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- Aux membres de l'équipe projet ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

6.1.2. Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- Solliciter de la part du maître d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;



- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.1.3. **Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage, tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux.

6.1.4. **Obligation de résultat**

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet de l'accord-cadre, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

L'accord-cadre est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé.

Le titulaire s'oblige à :

- Garantir des résultats conformes aux prestations ;
- Faire le nécessaire pour que le maître d'ouvrage et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces de l'accord-cadre ;
- Respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- Effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

La responsabilité du titulaire sera recherchée, en cas d'accident ou d'incident impliquant :

- Ses personnels ;
- Son matériel ;
- Ses prestations objet de l'accord-cadre.

6.1.5. **Connaissance acquise**

Le titulaire a la possibilité de faire avant tout commencement des travaux, tous les états des lieux avec constats d'huissiers, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés ou publics. En compléments de ces dispositions, les éventuelles conditions particulières avant tout commencement du chantier sont précisées aux CCTP.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de l'accord-cadre, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- Des mesures mentionnées ci-avant ;
- Des mesures de sécurité lui incombant ;
- De l'exploitation du domaine public et des services publics ;



- De l'exécution simultanée d'autres travaux.

6.2. Implantation des ouvrages

6.2.1. Piquetage général

Sans objet.

6.2.2. Piquetage spécial

Sans objet.

6.3. Préparation, exécution et coordination des travaux

6.3.1. Période de préparation de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de période de préparation.

6.3.2. Période de préparation des bons de commande

Par dérogation aux dispositions des [articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux](#), les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque bon de commande.

6.3.3. Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces afférentes à chaque bon de commande. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'[article 29.1.4 du CCAG Travaux](#), tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un exemplaire, et un exemplaire sous format informatique.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'[article 29.1.5 du CCAG Travaux](#), le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à vingt-et-un (21) jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, dans un délai de cinq (5) jours, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de ces dits documents.

6.3.4. Organisation, sécurité et protection de la santé

6.3.4.1. Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives de l'accord-cadre (pièces citées à l'[article 2 du présent CCAP](#)) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent accord-cadre et dont l'exécution n'est pas terminée.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

6.3.4.2. Gestion des déchets de chantier

Voir l'annexe « **Gestion des déchets** »

➤ **Seuil de valorisation des déchets**

Le seuil de valorisation sous forme de matière des déchets est le seuil légal, soit 70% minimum.

➤ **Responsabilité de la gestion des déchets**

Concernant l'article 3 sur la responsabilité du titulaire, seul l'article 3.1 est applicable.

➤ **Responsable environnement et gestion des déchets**

Le titulaire doit désigner un responsable « environnement et gestion des déchets ».

6.3.4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent l'[arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Inspection du travail dans les armées - Antenne de Brest

CC 33 - 29240 Brest Cedex 9

6.3.4.4. Règles de circulation, voiries et signalisations

En plus de ce qui est prévu par l'[article 34 du CCAG Travaux](#), le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'œuvre. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de l'[article 34.1 du CCAG Travaux](#).



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire de l'accord-cadre sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP et du bon de commande.

6.3.4.5. Consignes particulières

Les consignes particulières liées aux sites sont indiquées, si nécessaire, dans les bons de commande.

6.3.4.6. Horaires de travail

Le titulaire doit se soumettre aux horaires de travail normaux de l'établissement dans lequel il réalise ses prestations.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne peut pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne peut être que ponctuelle. En cas de refus, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire doit en informer immédiatement l'officier de permanence du SID Atlantique au numéro d'appel suivant : **06 30 99 04 55**.

6.3.4.7. Autorisations administratives

Par dérogation à l'[article 31.3 du CCAG Travaux](#), les autorisations administratives, autres que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le Ministère des Armées, sont à la charge du titulaire.

6.3.5. **Réunions et visites de chantier**

6.3.5.1. Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu pour chaque bon de commande à l'initiative du maître d'œuvre.

6.3.5.2. Réunions

Voir [article 6.5.3 du CCTP](#).

6.3.5.3. Mesures de limitation des nuisances de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- Bruits ;
- Odeurs, fumés, gaz ;
- Poussières, saletés ;
- Présence de détritux divers et gravois ;
- Dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- Volume radio, musique.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

Par dérogation à l'[article 34 du CCAG travaux](#), les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'ils ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.



ARTICLE 7. RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES

7.1. Réception des bons de commande

Les modalités de la réception des bons de commande sont les suivantes :

- Les stipulations du [CCAG Travaux](#) sont applicables.
- Par dérogation à l'[article 41 du CCAG Travaux](#), le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du maître d'œuvre et la décision de réception feront l'objet d'une notification unique

7.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Sans objet.

7.3. Mise à disposition temporaire

Sans objet.

7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- Procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- Nettoyer les installations ;
- Réparer et remettre en état les installations détériorées.

Conformément à l'[article 18.1 du CCAG Travaux](#), ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'[article 37 du CCAG Travaux](#), sans préjudice de la pénalité prévue à l'[article 8.2.5 du présent CCAP](#).

7.5. Garantie de parfait achèvement

Sans objet.

7.5.1. Garantie de bon fonctionnement

Sans objet.

7.5.2. Garanties particulières

Sans objet.

7.5.3. Garantie contre les défauts systématiques



Sans objet.

7.6. Mesures conservatoires

Dans le cadre des garanties mentionnées ci-avant, la mise en œuvre de mesures conservatoires peut être nécessaire pour empêcher l'aggravation des désordres et/ou assurer la sécurité des personnes.

7.7. Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, durant la période de préparation de l'accord-cadre s'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, chaque cotraitant doit justifier qu'il a contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers.

Les polices d'assurances devront prévoir les montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire est supposé avoir fourni préalablement à la conclusion de l'accord-cadre une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Ce dernier s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police d'assurance complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à l'opération.

Les attestations d'assurance étant annuelles, elles seront à fournir à chaque échéance du contrat d'assurance, sans que le maître d'ouvrage ait à les réclamer au titulaire de l'accord-cadre.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de justifier qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier (ou accord-cadre) sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation, en fournissant les attestations nécessaires.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord-cadre entraînera, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché, par le maître d'ouvrage, pour faute du titulaire.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

7.8. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil](#).

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature et quelle qu'en soit la cause qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, pourraient lui être causés ou subis par les biens dont lui-même ou ses préposés seraient propriétaires ou détenteurs à un titre quelconque. En conséquence, l'entrepreneur renonce à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage, son mandataire, ses représentants et agents respectifs, et ses éventuels assureurs.

PROJET



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 8. PENALITES ET RETENUES

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux sont appliquées dans les conditions de [l'article 19.2 du CCAG Travaux](#).

8.2. Autres pénalités

8.2.1. Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des [articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail](#), il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par [l'article R8222-3 du code du travail](#), pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le maître d'ouvrage peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à **10% du montant HT du bon de commande**, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des [articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail](#).

8.2.2. Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et de celles relatives aux [articles D8222-5 ou 8222-7 et D8222-8 du code du travail](#)

Le titulaire et le sous-traitant quel que soit son rang dans la chaîne de sous-traitance, produit tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues [aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D8254-2 du code du travail](#) :

- L'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- L'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations d'assurances professionnelles (responsabilités civile et décennale)

À défaut une pénalité forfaitaire de **150 € HT** est appliquée par semaine de retard, à compter de la demande de régularisation transmise par le maître d'ouvrage.

8.2.3. Non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique

Le non-respect de la clause d'insertion par l'activité économique fera l'objet d'une sanction dans les conditions ci-après précisées.

Le défaut de communication des informations indiquées à [l'article 11.1 du présent CCAP](#) dans les délais mentionnés au même article entraîne l'application d'une pénalité de **50,00 € HT** par jour de retard.



De plus, dans le cas où à l'issue de l'accord-cadre, le bilan effectué par le facilitateur ferait apparaître un nombre d'heures d'insertion inférieur à celui indiqué à l'Acte d'Engagement, une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion non réalisées, multiplié par le double du taux horaire du SMIC en vigueur au moment de la notification de l'accord-cadre sera appliquée.

8.2.4. Non déclaration d'un sous-traitant

En cas de constatation de non déclaration d'un sous-traitant (demande d'accès au site d'un personnel d'un sous-traitant, ou prestations réalisées en dehors du site mais relevant d'une sous-traitance) une pénalité de **10 000 € HT** est appliquée par constatation.

Ces pénalités se cumulent. Elles sont appliquées en fin de trimestre.

L'application des présentes pénalités ne libère pas le titulaire de ses obligations réglementaires.

8.2.5. Pénalités pour sanctionner le retard/défaut de remise de documents

Le défaut de réponse du titulaire :

- A la remise des documents demandés dans le cadre de la période de préparation de l'accord-cadre ;
- A la remise des documents demandés dans le cadre de la commande ;
- A la remise des documents à fournir après exécution dans les délais impartis ;

Entraînera une pénalité égale à **100 € HT** par jour calendaire de retard.

8.2.6. Inobservation des mesures de sécurité

A chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500€ HT** par infraction sera appliquée au titulaire de l'accord-cadre.

8.2.7. Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations du chantier, des abords du chantier ou des voies d'accès, une pénalité de **100 € HT** sera appliquée par constatation.

8.2.8. Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **500,00 € HT** par infraction constatée. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **100 € HT** sera appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

De plus, en cas de défaut de remise des bordereaux de suivi des déchets, une pénalité journalière et forfaitaire de **100 € HT** sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre.

En cas de non transmission du tableau registre des déchets, prévu à l'[article 11.2.3 du présent CCAP](#), dans un délai de quinze (15) jours, une pénalité journalière et forfaitaire de **50 € HT** est appliquée de la part du maître d'ouvrage sans autres modalités préalables que l'échéance précisée ci-avant.

8.2.9. Non-respect des exigences liées au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux

En cas de non-respect des dispositions prévues à l'[article 7.4 du présent CCAP](#), il est appliqué une pénalité forfaitaire **200 € HT** par manquement constaté.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

8.3. Cumul et plafonnement

Par dérogation à l'[article 19.1 du CCAG Travaux](#) toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables et non plafonnées.

Le maître d'ouvrage invitera le titulaire, conformément à l'[article 19.2.4 du CCAG Travaux](#), à présenter ses observations relatives aux pénalités qui pourraient lui être appliquées, par tous moyens écrits permettant d'attester la réception par le titulaire de sa demande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre.

PROJET



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE

9.1. Protection des documents « diffusion restreinte »

Sans objet.

9.2. Protection du secret

Le présent marché est un marché dit non protégé.

9.3. Protection de l'activité en zones militaires

Le titulaire s'engage à respecter les consignes de l'établissement jointes en [annexe n°4](#).

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire à un Point d'Importance Vitale (PIV) dans les conditions de l'[article 10.3.1 infra](#). Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que ce site relève de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la Défense au regard de sa sensibilité (Réf. [articles R.132-4 & R.1332-1, II, 2° du Code de la défense](#)).

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du [Code de la Défense](#) et notamment de l'[article L1332-2-1](#) et les [articles R1332-22-1 et suivants](#).

9.3.1. Mesures de sécurité relatives à l'accès au site

Informations des personnels concernés

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent accord-cadre ayant besoin d'accéder au site qu'ils sont susceptibles, conformément aux dispositions applicables du [Code de la Défense \(article R.1332-22-1 du Code de la défense\)](#), de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne les concernant ne sont pas incompatibles avec l'accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'[article 26 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978](#). Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une enquête administrative et sur certains sites un contrôle primaire de moins d'un (1) an.

Les demandes d'accès des personnes des entreprises, ne faisant pas partie de la Défense nationale, doivent faire l'objet d'une demande établie par le titulaire auprès du responsable du site concerné.

9.3.2. Mise en œuvre

Le titulaire s'engage :

- À ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant reçu un avis favorable à un contrôle primaire. À cet effet, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire établira la "demande d'accès groupée", dont le fichier électronique sera à demander au maître d'ouvrage.

Ces demandes seront transmises dans un délai maximum d'un (1) mois après notification, au maître d'ouvrage défini au [1.2](#) du présent document.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Pour toute modification de personnel une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus.

- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par l'accord-cadre.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du maître d'ouvrage ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire. Le titulaire ne peut émettre aucune réclamation liée au refus d'accès au site d'un personnel.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle.

Si dans le délai d'un (1) mois après la notification de l'accord-cadre, le titulaire est dans l'impossibilité de justifier l'envoi d'un tableau bio data renseigné des personnels devant accéder au site, il sera appliqué une pénalité conformément à l'[article 8.2.5 du présent CCAP](#) sans préjudice des sanctions pénales.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire a transmis les informations prévues, au minimum cinq (5) jours avant le premier accès au site du personnel concerné, le titulaire transmet les noms et prénoms de chacun desdits personnels.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire n'a pas transmis dans son offre les informations prévues, au minimum trente (30) jours avant le premier accès au site du personnel concerné, le titulaire transmet au maître d'ouvrage les éléments demandés à l'article ci-dessus.

Accès du personnel étranger

La procédure d'accès requiert une enquête préalable de sécurité qui nécessite un délai de traitement plus important.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire du personnel étranger est subordonné à la réception par le mandant d'une demande :

- Au moins cinq (5) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant moins de cinq (5) personnes (ressortissants UE)
- Au moins dix (10) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant moins de cinq (5) personnes (ressortissants hors UE) ;
- Au moins quinze (15) jours ouvrés à l'avance pour une demande concernant plus de cinq (5) personnes (ressortissants UE et hors UE)

De plus, en application de l'[instruction CECLANT n° 0-12187-2021/CECLANT/SECPRO/DR](#), relative aux autorisations d'accès de ressortissants étrangers sur les sites sensibles de l'arrondissement maritime Atlantique, tout ressortissant étranger peut être soumis à un accompagnement ponctuel ou permanent par une personne accréditée.

Le titulaire est informé que la mise en place d'accompagnateurs accrédités pourra être à sa charge et devra se rapprocher du maître d'œuvre pour les modalités de mise en œuvre.

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Le titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants les consignes auxquelles il est soumis. Il reste responsable du respect de celles-ci.

9.3.3. Contrôle

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

9.3.4 Délais pour les demandes d'accès

Seules les personnes ayant reçu un avis favorable à une enquête administrative pourront accéder au site.

Cet accès est subordonné à la réception par le responsable du site concerné d'une demande d'accès au moins cinq (5) jours ouvrés avant la date d'intervention

9.4. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'[article 5.2 du CCAG Travaux](#), chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'[article 50 du CCAG Travaux](#).



ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - Au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention ;
 - Au coordonnateur SPS ;
 - Au maître d'ouvrage

Une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

Par ailleurs, le titulaire informe également **trimestriellement** :

- L'organisme utilisateur ;
- Le coordonnateur SPS ;
- Le maître d'ouvrage ;
- Et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente

du nombre d'heures de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus, **en rapport avec l'exécution du présent accord-cadre.**

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au maître d'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 11. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

11.1. Insertion par l'activité économique

11.1.1. Généralités

Afin de favoriser l'activité des personnes éloignées de l'emploi, il est fait application des dispositions de [l'article L. 2312-2 du Code De La Commande Publique](#), par le biais d'une condition d'insertion par l'activité économique.

Par dérogation à [l'article 20.1 du CCAG Travaux](#) ces dispositions sont mises en œuvre dans les conditions ci-après.

Cette démarche d'insertion est exigée pour les bons de commande d'un montant supérieur à **100 K€ HT**. Le nombre d'heures consacré à l'insertion par l'activité économique est de **35 heures par tranche de 100 K€ HT**.

Elle est mise en œuvre et contrôlée par bon de commande. Le titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ces engagements figurent dans une annexe de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre.

11.1.2. Public éligible

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent de l'une des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par Pôle Emploi) ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de [l'article L 5212-13 du code du travail](#), fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires d'allocations : allocation supplémentaire d'invalidité, allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 inférieur au CAP/BEP ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, c'est-à-dire les entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- Les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des services de l'emploi pénitentiaire et des régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ;



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

- D'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

11.1.3. Objectif d'insertion

Le volume horaire d'insertion réservé aux personnes relevant des publics éligibles est défini en annexe à l'acte d'engagement.

11.1.4. Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-avant, suivant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- Par le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (AE) ou par le recours à des établissements et services d'aides par le travail (ESAT)
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par le titulaire de l'accord-cadre, ou en contrats d'alternance.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...) les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

11.1.5. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage se coordonne avec le facilitateur.

DEFIS EMPLOI Pays de Brest

CHARGEES DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet Clause d'Insertion Sociale

c.amberlin@defisemploi.bzh – tel 02 98 42 78 78

Ou

Magalie LE CORRE – Chargée de mission Clause d'Insertion Sociale

m.lecorre@defisemploi.bzh – tel : 02 98 42 79 80

Mission du facilitateur :

- Le facilitateur informe le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Le facilitateur accompagne l'opérateur économique pour définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

- Le facilitateur met en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Le facilitateur identifie le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Le facilitateur organise le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Le facilitateur informe et oriente l'opérateur économique en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concernées par la spécificité du marché public ;
- Le facilitateur sensibilise les professionnels de l'emploi au secteur d'activité de l'entreprise ;
- Le facilitateur sensibilise l'opérateur économique à la mise en place de parcours d'intégration individualisés pour des publics éloignés de l'emploi ou en découverte d'un nouveau métier ;
- Le facilitateur suit l'application de la clause et évalue ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les opérateurs économiques ;

Mission du titulaire :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du Maître d'ouvrage et du facilitateur.
- Le titulaire transmet au maître d'ouvrage chaque trimestre et avant le quinze (15) du mois suivant, tous renseignements utiles (notamment date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.
- Le titulaire adresse au maître d'ouvrage un bilan semestriel récapitulatif de l'ensemble des factures adressées sur la période pour vérification et transmission au facilitateur. En retour, le facilitateur indique au titulaire le volume d'heures d'insertion à réaliser (tous les trimestres).

Mission du maître d'ouvrage :

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les trente (30) jours suivant la notification de l'accord-cadre. Elle est organisée entre le titulaire, le maître d'ouvrage et le cas échéant le facilitateur.

Durant toute la période d'exécution de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

11.1.6. Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le maître d'ouvrage s'appuie sur le facilitateur.

À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.



L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévue à l'[article 8.2.3 du présent CCAP](#).

En tout état de cause, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

11.1.7. Évaluation de l'action d'insertion professionnelle

Il sera procédé à l'évaluation de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée de l'accord-cadre, un bilan annuel sur la base des bilans transmis par le titulaire ;
- Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

En complément de ces bilans, le maître d'ouvrage peut, à tout moment et durant l'exécution de l'accord-cadre, décider de faire un point d'avancement de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

À l'achèvement de l'accord-cadre, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'opérateur économique.

A l'issue de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personnes recrutée(s).

11.2. **Clauses environnementales**

11.2.1. **Gestion de déchets**

Voir l'annexe « **Gestion des déchets** ».

11.2.2. **Certificats d'Economies d'Energie (CEE)**

Sans objet.

11.2.3. **Schéma d'Organisation et de GEstion des Déchets (SOGED)**

Voir l'article 2 de l'annexe « **Gestion des déchets** ».

11.2.4. **Présentation des livrables**

Tous les documents mis à disposition du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

11.2.5 Prévention de la pollution

Conformément à l'article 7 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend notamment les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

La maîtrise d'ouvrage doit être prévenue immédiatement d'un incident ou accident de pollution survenu dans le cadre d'un chantier au titre du contrat. Le titulaire transmet au RPA dans les cas d'accident ou d'incident de pollution un compte-rendu succinct immédiatement, puis un compte-rendu détaillé sous 15 jours.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 12. REGLEMENTATION ET NORMES

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG, les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Par ailleurs, le titulaire supporte seul et prend en compte :

- toute évolution réglementaire d'application obligatoire entrant en vigueur à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP.
- toute évolution réglementaire d'application obligatoire et prévisible à la date de remise des dernières offres, entrant en vigueur après la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP. Pour être prévisible, le projet d'évolution réglementaire doit être public à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP.
- toute évolution normative d'application obligatoire ou non, intervenant à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP.
- toute évolution normative d'application obligatoire et prévisible entrant en vigueur après la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP. Pour être prévisible, le projet d'évolution normative doit être en consultation publique à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage supporte seul toute évolution réglementaire d'application obligatoire et non prévisible à la date d'établissement des prix défini à l'article 4.3.1 du CCAP. Le titulaire doit les prendre en compte à la demande du maître de l'ouvrage selon les conditions définies à l'article 4.6 du CCAP.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 13. COORDINATION DES ACTIVITES DU SITE

Sans objet.

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

PROJET



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 15. DIFFERENDS ET LITIGES

15.1 Décompte général refusé avec ou sans réserves

Sans objet.

15.2 Mémoire en réclamation

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du maître d'ouvrage de l'accord-cadre ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au maître d'ouvrage en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux, après avis du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG travaux, lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision du maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense (avec copie adressée au représentant du maître d'ouvrage), un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation, à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la défense
Département stratégique et pilotage de l'achat d'infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure

3 rue de l'indépendance américaine

CS 80601

78013 VERSAILLES CEDEX

La décision relative au règlement de ce différend appartient au directeur central qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du directeur central, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

Par dérogation aux [articles 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 du CCAG travaux](#), les parties ne pourront pas avoir recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

15.3 Droit applicable

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative à l'accord-cadre, et sans préjudice des dispositions de [l'article 55 du CCAG Travaux](#), la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

15.4 Mission ministérielle PME/PMI

Le Ministère des Armées dispose d'une structure de médiation constituée par la mission PME. Le titulaire peut éventuellement bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 16. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « APROVALL 360 »

15.5 Présentation du dispositif « APROVALL 360 »

La plateforme sécurisée « Aproxall 360 » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« Aproxall 360 » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

15.6 Document à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux [articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail](#), soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ([articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail](#));
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'[article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail](#). Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'[article L. 5221-2 du code du travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne Aproxall 360 mise à sa disposition, gratuitement.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'[article 17 du présent CCAP](#).



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles [L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique](#).

Les cas de résiliation sont également décrits aux [articles 49 et 50 du CCAG Travaux](#).

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 mois ([articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail](#)).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'[article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail](#). Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'[article L. 5221-2 du code du travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux [articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail](#).

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'[article L1261-3 du code du travail](#) intervenant pour le compte du titulaire de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de sept (7) jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, le décompte de liquidation, établi en application de l'[article 51.2 du CCAG Travaux](#), pourra être signé de manière électronique.



7892 - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et de ras et coffres métalliques et ras de béton sur la Base de défense de Brest Lorient

ARTICLE 18. DEROGATIONS AUX CCAG TRAVAUX

L'ARTICLE DU CCAP	DEROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.2.3	28.5
2	4.1
2.3	4.1
3.1.2	3.8
4.3.1	9.4.2
4.3.2	9.4.4
4.5.2	12
4.5.3	13.2
4.5.4	12.1.8 et 12.2.2
4.5.5	12.3.2 et 12.4.2 et 12.4.4
4.5.6	12.4
6.3.2	28.1 et 28.2
6.3.3	29.1.5
6.3.4.7	31.3
6.3.5.3	34
7.1	41
7.7	8.1.3
8.3	19.1
11.1.1	20.1
12	23.1
15.2	55.1.2, 55.1.4, 55.2.1 et 55.2.3